



Observatoire des Amériques

Les États-Unis et la sécurité en Amérique latine après le 11 septembre : un appel renouvelé de la lutte contre l'ennemi interne?

Chronique 03-24

Anne Duhamel

Novembre 2003

We must recognize that each society moving from totalitarianism to democracy will be tested at some point by a crisis. When such a crisis occurs, we want the military to play a positive role in resolving the crisis. In these new democracies, we can choose to ignore this important institution (the armed forces), or we can try to exert a positive influence.

William J. Perry, secrétaire à la Défense sous l'administration Clinton
Université Havard, 13 mai 1996

Une décennie après la fin de la guerre froide, et ce avant même les événements du 11 septembre 2001, les intérêts de sécurité et de défense ont continué de dominer l'agenda politique des États-Unis en Amérique latine. Durant son mandat, l'administration Clinton a fait de la promotion de la démocratie et du libre-échange son cheval de bataille tout en maintenant une forte et grandissante présence militaire dans la région. En l'absence d'une menace comparable à celle de l'URSS, et ce malgré que l'establishment militaire ait réajusté le tir de ses

missions en Amérique latine, ne ciblant plus la lutte contre le communisme, l'implication militaire dans l'hémisphère sud n'a pas été réduite. L'aide militaire a connu un certain déclin en termes de dollars au début des années 90 mais non en termes de formation, d'entraînement et d'exercices militaires. Dans une période de paix relative et de gouvernements démocratiques, alors qu'aucune menace directe ne compromettait la sécurité des États-Unis dans la région, l'administration Clinton a maintenu ses engagements militaires dans la région, cultivant



Université du Québec à Montréal
Pavillon Hubert-Aquin, Local A-1560
1255 rue St-Denis
Montréal (Québec) H2X 3R9

Tel : (514) 987 3000 # 3910
<http://www.ceim.uqam.ca>

le contact de militaire à militaire. Il y eut alors prolifération des activités militaires partout en Amérique latine à l'exception de Cuba. Bien qu'il s'agissait d'une présence temporaire, plus de 55 000 militaires étatsuniens ont été déployés annuellement dans la région. En 1999, les États-Unis ont entraîné près de 13 000 soldats latino-américains¹. Tout indique que l'administration Bush continue dans la même lancée et est davantage déterminée à augmenter son assistance militaire et à renforcer son engagement avec les forces armées de la région. Pour l'année 2004, la Maison-Blanche a demandé au Congrès 874 millions de dollars en aide militaire et policière pour la région² (cette aide se chiffrait en 2000 à \$400,8 millions de dollars sans compter le plan Colombie³). Depuis la fin des années 90, l'aide militaire a triplé⁴. Et, sous le administration Bush, les États-Unis ont entraîné plus de soldats en Amérique latine que dans n'importe quelle autre région du Tiers-Monde. Près de 40% des fonds accordés aux pays non-membres de l'OTAN pour l'entraînement militaire à l'étranger ont été destinés aux pays de cette région⁵. À l'heure où les États-Unis se sont engagés dans une guerre contre le terrorisme dans le monde, que signifie un tel engagement militaire dans cette région et une telle continuité dans l'implication militaire étatsunienne dans l'hémisphère sud depuis la fin de la guerre froide?

Nouvelle architecture de la sécurité: Washington maintient son influence sur les militaires de la région

L'Amérique latine figure au dernier rang des priorités des États-Unis en matière de lutte anti-terroriste, à l'exception de la Colombie (qui

occupe le troisième rang des pays récipiendaires d'aide militaire étatsunienne dans le monde avec 6477 soldats formés en 2002⁶ et qui est au cœur de la stratégie anti-terroriste étatsunienne dans l'hémisphère). Pourtant, sous l'impulsion de Washington, une nouvelle architecture de la sécurité est en train de se mettre en place depuis la fin de la guerre froide. On assiste à une transnationalisation des armées et des opérations militaires, à la construction de mécanismes de défense collectifs et à l'élaboration de ce que le Commandement sud de l'armée des États-Unis (le Southcom) appelle le «*theatre architecture*», un réseau complexe décentralisé de bases et d'installations militaires étatsuniennes dans la région. Grâce à cette structure, Washington continue d'entretenir des liens serrés avec les militaires de la région et continue à étendre son pouvoir d'influence, alimentant le contact de militaire à militaire⁷, formant et entraînant les militaires de la région, forgeant ainsi graduellement un consensus doctrinaire militaire.

Transnationalisation des armées et des opérations militaires

La transnationalisation des armées et des opérations militaires se constate surtout par la multiplication des exercices militaires multilatéraux qui ont lieu régulièrement dans toute la région, de façon souvent secrète, sous le commandement du Southcom. Un exemple est l'exercice Cabañas 2001 qui s'est déroulé dans la plus grande discrétion. Parmi les manœuvres les plus importantes de la région, cet exercice militaire a eu lieu en sol argentin en août 2001 dans la région de Salta où manifestait les

¹ Doyle, Kate, Isacson, Adam. «A New World Order. U.S. Military Mission Grow in Latin America», NACLA. Report on the Americas, Vol. XXXV, n°3 (novembre-décembre 2001), pp.16-17.

² Olson, Joy, Isacson, Adam, Haugaard, Lisa. Paint by Numbers. Trends in U.S. military programs with Latin America and challenges to oversight, CIP, août 2003, p.1.

³ Département d'État. Congressional Budget Justification for Foreign Operations: Fiscal Year, 2001,

http://www.state.gov/www/budget/fy2001/fn150/forops_full/150fy01_fo_spigots-fy99.html

⁴ Olson, Joy, Isacson, Adam, Haugaard, Lisa, op.cit., p.1.

⁵ Ibid., p.2.

⁶ Ibid., p.4.

⁷ Privilégié par l'administration Clinton pour étendre et approfondir les liens et la coopération avec les organisations de défense de la région, le contact de militaire à militaire (*ou military-to-military or foreign military interaction (FMI)*) comprend tant le contact formel (exercices conjoints, formation de civils et de militaires, assistance en sécurité, échange d'informations, transfert d'armes, etc.) que le contact informel (i.e. les liens qui se tissent lors des réceptions, des réunions ou même des conversations téléphoniques). Par ce contact de militaire à militaire, Washington cherche à façonner les forces armées de la région afin que ces dernières intègrent la vision stratégique hémisphérique de la sécurité des États-Unis.

piqueteros durant la crise qui secoua l'Argentine. Y participèrent à une simulation de conflit ethnique, 1300 soldats de huit pays latino-américains et des États-Unis. Les manœuvres conjointes ne sont pas les seuls programmes d'entraînement et de formation mise en œuvre dans la région. On retrouve aussi les programmes d'assistance humanitaire et civique (i.e. «l'action civique»), les exercices conjoints dirigés par les forces spéciales, la vente d'armes, les déploiements de militaires étatsuniens pour l'entraînement (*Deployments for Training (DFTs)*), etc. En plus de ces programmes, il y a toute la formation dispensée par les institutions telles que le *Center for Hemispheric Defense Studies*, l'*Inter-American Air Forces Academy*, le *Naval Small Craft Instruction and Technical Training School*, le *Spanish Helicopter School Battalion* et le *Western Hemisphere Institute for Security Cooperation* (anciennement l'École des Amériques). Épine dorsale de la structure de diffusion de la doctrine de sécurité nationale⁸ et de la doctrine du conflit de faible intensité⁹ pendant la guerre froide ainsi que de la doctrine des opérations autres que la guerre¹⁰ durant

⁸ Née à l'École supérieure de guerre des États-Unis en 1949, la doctrine de sécurité nationale avait pour objectif de contenir tout mouvement insurrectionnel. Selon cette doctrine, seules les forces armées pouvaient maintenir la stabilité interne, la menace du communisme étant plutôt interne qu'externe.

⁹ Apparue durant les années de règne de l'administration Reagan (la décennie des années 80) pour répondre à la stratégie de refoulement du camp soviétique (*roll back*), la doctrine du conflit de faible intensité consistait en une guerre totale, i.e. une guerre menée sur différents fronts et requérant l'emploi d'une combinaison de moyens de coercition économique, politique, diplomatique, psychologique, humanitaire, militaire et paramilitaire, ayant pour cible tout type de mouvements populaires. Il s'agissait de cibler les présumés agents au service du «communisme» soviétique localisés dans le Tiers-Monde et ce, sans l'intervention directe des États-Unis, «syndrome vietnamien» oblige, afin de «pacifier» ces dits agents.

¹⁰ La doctrine des opérations autres que la guerre succéda à la doctrine du conflit de faible intensité. Elle apparaîtra en 1993. Ce sont des opérations considérées comme non-traditionnelles utilisées pour compléter tout autre instrument du pouvoir national avant, pendant ou après une guerre. Elles couvrent un large éventail

l'administration Clinton, l'entraînement et la formation demeurent encore un pilier important dans la stratégie de sécurité des États-Unis pour la région.

L'Amérique latine reçoit plus de la moitié des fonds alloués aux programmes d'assistance humanitaire et civique (58% de toutes les dépenses, dont 31% vont à l'Amérique centrale¹¹). Ces programmes ont pour but premier l'entraînement des militaires étatsuniens (notamment, la Garde nationale) qui sont amenés (souvent avec la participation des forces armées locales) à réaliser des projets de type communautaire (construction de routes et d'écoles, apport de services médicaux, etc.). Ces exercices visent aussi une amélioration de l'image des militaires auprès de la population. Ces programmes sont l'ancêtre des programmes d'«action civique». L'action civique, un des volets de la doctrine du conflit de faible intensité, révolutionnera profondément la pensée militaire de l'époque en ne limitant plus le rôle des militaires au seul rôle de défense y ajoutant toute une variété d'opérations militaires conçues afin d'influencer les populations. Aussi, ces programmes incitent les militaires latino-américains à entreprendre un rôle dans les affaires internes, rôle qui avait été encouragé durant la guerre froide selon les principes de la doctrine de sécurité nationale pour lutter contre l'ennemi intérieur: le communisme. Or, aujourd'hui, la menace communiste disparue, il est intéressant de noter que Washington appuie encore ce genre de programme en Amérique latine et surtout tout particulièrement en Amérique centrale, une région qui n'est plus perturbée par la guerre et les révolutions.

d'opérations allant d'«opérations en temps de paix» telles que l'assistance aux autorités civiles (étatsuniennes ou étrangères), aux opérations de combat de courte durée en passant par des opérations post-conflit. Illustrent cette diversité des exemples d'opérations autres que la guerre tels que *Just Cause* au Panama (considérée la première des opérations autres que la guerre (1989)), *Provide Comfort* en Irak (1991), *Andrew Relief* en Floride (1992), *Restore Hope* en Somalie (1992), *Garden Plot* (concernant les émeutes de Los Angeles en 1992), *Uphold Democracy* en Haïti (1992), etc.

¹¹ Olson, Joy, Isacson, Adam, Haugaard, Lisa, *op. cit.*, p.5

Construction de mécanismes de défense collectifs

La construction de mécanismes de défense collectifs se fait grâce, entre autres, à une coopération bilatérale et multilatérale de plus en plus importante entre les forces armées latino-américaines et étatsuniennes (ex. : rencontre bi-annuelle des ministres de la Défense des Amériques, rencontres des chefs d'état-major des différentes forces armées, etc.). De toutes les initiatives stratégiques entreprises par Washington, la coopération hémisphérique en matière de défense semble occuper une place toute particulière dans l'approche étatsunienne. Effectivement, Washington tente de promouvoir l'établissement d'un cadre de sécurité collectif qui permettra de consolider les relations entre civils et militaires en matière de sécurité, de renforcer les programmes civilo-militaires et de redéfinir le rôle des militaires latino-américains dans le contexte actuel de lutte contre le terrorisme. Cette idée de coopération hémisphérique a fait son nid avec l'élaboration de l'agenda inter-américain de sécurité de William J. Perry (1994), secrétaire à la Défense sous Clinton, et elle se concrétisa avec la tenue de la première réunion des ministres de la Défense des Amériques (*Defense Ministerial of the Americas (DMA)*) à Williamsburg en 1995. En cette coopération multinationale, Washington voit un moyen d'alléger le fardeau fiscal des citoyens étatsuniens, d'éviter l'engagement des troupes étatsuniennes (leçon du Viêt-Nam), de renforcer les relations interpersonnelles, de générer un consensus doctrinaire et «de multilatéraliser les risques et les pertes tout en banalisant la présence étatsunienne»¹². Graduellement, il s'édifie un nouvel ordre régional de défense multilatérale alors qu'une nouvelle conception de la sécurité collective des Amériques émerge. Elle semble se fonder sur une approche de coopération entre les différentes instances de défense et de sécurité selon des dénominateurs communs: lutte anti-drogue, lutte contre le terrorisme, surveillance, patrouille, défense du Canal de Panama, prévention de la prolifération des armes de destruction massive, déminage, aide d'urgence, prévention des crises humanitaires, opérations multilatérales de maintien de la paix, contrôle d'armement, coopération entre les officiels de la police et de la justice, partage d'information, surveillance à la

¹² Habel, Janette. «En prévision d'un accroissement des conflits sociaux», Le monde diplomatique, janvier 2002, pp.18-19.

frontière E.-U./Mexique, contrôle des flux migratoires, problèmes environnementaux, etc.

Un réseau complexe décentralisé de bases et d'installations militaires étatsuniennes

En plus de cette coopération en matière de sécurité, tout un réseau complexe décentralisé de petites bases et d'installations militaires étatsuniennes est en construction dont le rôle est, selon le Southcom, de permettre l'accès aux ressources stratégiques (surtout le pétrole) et de mener la guerre contre la drogue. Le Southcom travaille à l'élaboration de cette structure depuis la chute du mur de Berlin. Ainsi, quatre nouvelles bases, appelées *Forward Operating Locations (FOLs)*, ont été ouvertes: Manta en Équateur, Aruba, Curaçao et Comalapa au El Salvador. Ces bases viennent s'ajouter aux deux autres bases déjà existantes, celles de Soto Cano au Honduras (depuis 1984) et celle de Guantanamo à Cuba (depuis 1903). La restitution du contrôle du canal de Panama aux Panaméens et les fermetures des bases étatsuniennes dans ce pays ont occasionné la reconceptualisation de la force de projection dans l'hémisphère. Au lieu d'occuper une position forte et centralisée au sud de l'isthme centro-américain, les forces étatsuniennes sont désormais dispersées à travers la région via de petites installations. Selon le Major général Gary D. Speer, commandant en chef du Southcom: «*Given the increased importance and geographic proximity of the region, our theatre security cooperation focuses on [...] affording our forces greater access, if needed, during crisis response. [...] Southern Command security cooperation seeks to expand United States influence and to reassure our friends, while dissuading and deterring potential adversaries*»¹³.

L'allié de toujours

L'importance des ressources et des montants alloués à la construction de cette architecture de la sécurité et l'importance donnée à cette région du monde malgré qu'elle ne sont pas prioritaires dans l'agenda de lutte anti-terroriste étatsunien, tendent à démontrer que la voie privilégiée par le gouvernement Bush pour répondre aux problèmes qui affligent la région depuis fort longtemps continue, dans la lignée des gouvernements précédents depuis la guerre froide, d'être celle de l'approfondissement des liens avec les militaires de la région. Il n'est pas étonnant d'apprendre alors que l'Argentine ait

¹³ Déclaration devant le Congrès janvier 2003.

reçu au pire de sa récession plus de 30 millions de dollars en assistance en sécurité et aucune aide économique bilatérale de la part des États-Unis¹⁴, que le pacifique Costa Rica reçoit plus d'aide en sécurité que d'aide économique, que le Brésil, malgré une certaine indépendance des forces armées face aux États-Unis, ait adhéré au Protocole 505 en juin 2000 lui permettant de recevoir des armes et équipements en échange de quoi les États-Unis peuvent se servir des bases militaires brésiliennes et occuper la base de lancement de satellites d'Alcantara, que le Mexique s'est doté d'une unité d'élite antiterroriste, ...

Ainsi, depuis la fin de la guerre froide et malgré la chute de l'Empire soviétique, les forces armées latino-américaines, pour la plupart des créations étatsuniennes et considérées comme le groupe allié traditionnel des États-Unis dans la région, ont été préférées au pouvoir civil pour affronter le problème de l'instabilité régionale qui guettait et guette toujours la région selon les officiels étatsuniens. Roger Noriega, l'assistant secrétaire d'État pour l'hémisphère sud affirmait encore les 27 et 28 octobre derniers lors de la conférence spéciale sur la sécurité dans l'hémisphère qui a eu lieu au Mexique : «*Any successful strategy has to take into account that the hemisphere is in turmoil. [...] Many elected leaders in the region face persistent political, economic, and social problems*»¹⁵. Comme partout ailleurs dans le monde, la stabilité régionale est dite menacée par le terrorisme. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, en visite au Honduras en août dernier, discuta du terrorisme comme d'un «problème terrible» pour la région l'associant au problème de la drogue. En effaçant ainsi la frontière existant entre le problème du trafic de la drogue et celui du terrorisme, l'administration semble justifier un engagement militaire de plus en plus important dans la région. Ainsi, en allouant 180 millions de dollars aux pays bordant la Colombie, c'est-à-dire entre autres le Pérou, l'Équateur et la Bolivie, Washington prépare peut-être le terrain pour une intervention militaire fondée sur les mêmes justifications de sécurité que pour le Plan Colombie. Des routes ont déjà été construites par le Pentagone en Équateur où sont entraînés des

militaires équatoriens. Un centre d'entraînement colombien-péruvien a aussi été mis sur pied à Iquitos (Pérou), le *Joint Reverine Training Center*. À cela s'ajoute une présence militaire étatsunienne en terre bolivienne au Chapare, une région de production de coca. Pour le budget en assistance militaire de 2004, le gouvernement Bush a demandé au Congrès de permettre que toute l'aide pour la lutte contre la drogue allouée à l'Amérique latine puisse être utilisée pour la lutte contre le terrorisme. Cette demande lui a été refusée par le Congrès. Malgré ce revers, Washington n'en a pas moins fusionné la lutte anti-drogue et la lutte anti-terroriste en une seule et même problématique dans son approche stratégique pour la région. À cet effet, John Ashcroft, le procureur général, proclamera : «*Terrorism and drugs go together like rats and the bubonic plague. [...] They thrive in the same conditions, support each other and feed off of each other*»¹⁶.

Le terrorisme : un concept fourre-tout

Mais la menace terroriste n'est pas la seule préoccupation de Washington dans l'hémisphère. Les «menaces transnationales non traditionnelles» telles que le crime organisé, les conflits internes sociaux, politiques ou économiques, la corruption, les querelles de frontières, le flux d'immigration et de réfugiés, la dégradation de l'environnement, etc. inquiètent aussi et sont également associées au terrorisme. Le flou de la définition du terme terrorisme constitue d'ailleurs un sujet de débat entre les dirigeants de la région. Le terme semble être utilisé comme un fourre-tout par le gouvernement Bush. Il inclut tant les menaces dites transnationales que les menaces dites internes à un pays. D'où la déclaration du président du Comité interaméricain contre le terrorisme (CICT), une instance rattachée à l'Organisation des États Américains (OEA), l'Américain Steven Monblatt, à l'effet qu'il y aurait dans la région deux types de terrorisme : «*le terrorisme autochtone, qui exprime les aspirations ou le programme politique d'un groupe ancré dans un seul pays, et le terrorisme international dont les cellules ont des liens mondiaux*»¹⁷. Monblatt ne précise pas toutefois en quoi l'on pourrait reconnaître un mouvement terroriste national des autres. En septembre 2001,

¹⁴ Olson, Joy, Isacson, Adam, Haugaard, Lisa, *loc. cit.*, p.2.

¹⁵ Adams J., Lisa. «US to eye poverty amid security issues», *The Boston Globe*, 28 octobre 2003.

¹⁶ Youngers, Coletta. «The U.S. and Latin America After 9-11 and Iraq», *FPIF Policy Report*, juin 2003, p.1

¹⁷ Habel, Janette, *loc. cit.*, pp.18-19.

le rapport du Conseil interaméricain de défense évoquait le fait que l'«extrême pauvreté», «la montée des mouvements nationalistes indigènes» et «l'accroissement du chômage» pourront être des causes potentielles de l'instabilité régionale¹⁸. La menace terroriste semble donc de plus en plus assimilée à la menace interne des problèmes et conflits sociaux. Certains militaires de la région ont emboîté le pas, désignant tour à tour des mouvements sociaux comme des mouvements terroristes. Les militaires brésiliens ont accusé le Mouvement paysan des sans terre d'être un mouvement terroriste. La CIA et le Centre de recherches militaires du Chili ont identifié la «menace indigène» dans tout le continent comme «un nouveau défi à la sécurité intérieure»¹⁹. En outre, lors de la conférence spéciale sur la sécurité hémisphérique, les dirigeants réunis ont annoncé que de nouvelles menaces internes sont en train de compromettre la sécurité de l'hémisphère. Ces menaces incluent «la pauvreté et l'exclusion sociale, les désastres, les maladies, la dégradation de l'environnement, etc.»²⁰

La lutte contre le terrorisme : un appel renouvelé de la lutte contre l'ennemi interne?

Cet appel à la lutte contre le terrorisme, un terrorisme associé au problème de la drogue et aux problèmes sociaux internes, serait-il un appel renouvelé à lutter contre l'ennemi interne ? Il y a là un danger. Rappelons qu'avec le triomphe de la révolution cubaine et l'avènement des mouvements insurrectionnels des années 60 et 70 dans l'hémisphère sud, les États-Unis décidèrent de prioriser la «défense interne» en s'occupant de l'«ennemi interne» (mouvements sociaux, guérillas, partis de gauche, etc.). L'ennemi interne fut assimilé à l'ennemi externe. Ce dernier fut alors défini en termes idéologiques et identifié comme étant l'URSS et ses satellites. Ainsi, en janvier 1961, le département d'État faisant part de sa nouvelle politique étrangère pour l'Amérique latine, *A New Concept for Hemispheric Defense and Development*, annonce que les États-Unis allaient désormais encourager les forces armées de la région à assumer un rôle de défense interne plutôt que de défense continentale:

*The United States should phase out "continental defense roles" for Latin American forces and should influence military leaders towards greater emphasis on maintaining intra-hemispheric peace and contributing to the internal development of their countries*²¹.

Aujourd'hui, l'architecture sécuritaire de l'administration Bush (transnationalisation des armées et des opérations militaires, construction de mécanismes de défense collectifs et élaboration du *theatre architecture*) et sa lutte anti-terroriste semblent de plus en plus mettre l'accent sur la lutte contre l'ennemi interne. En ce sens, la signature en mars 2002 de la Convention interaméricaine contre le terrorisme dont les mesures portent, entre autres, sur le renforcement de la sécurité intérieure, en inquiète plus d'un dans la région. Parmi les points de désaccord, le fait que le terrorisme n'y soit pas clairement défini et l'incidence que pourrait avoir une telle convention sur la souveraineté nationale. La stratégie de sécurité du gouvernement Bush s'articule, comme celle du gouvernement Clinton qui en a jeté les bases, sur le contact de militaire à militaire.

Cette stratégie de promotion du contact de militaire à militaire de plus en plus prépondérante dans les relations bilatérales, menaçant les liens diplomatiques, la coopération économique et le développement démocratique de l'Amérique latine, est fondée sur l'idée selon laquelle les militaires sont l'institution la plus stable et fiable pour maintenir la stabilité régionale et contrer les problèmes et conflits sociaux. Elle s'inscrit en continuité avec les politiques étatsuniennes et la vision stratégique de la sécurité hémisphérique antérieure, Washington préférant de loin la solution militaire aux problèmes politiques, économiques et sociaux latino-américains. Ceci expliquerait, d'une part, que la plupart des institutions mises en place durant la période de la guerre froide soit toujours en opération, telle que la *Western Hemisphere Institute for Security Cooperation* (l'École des Amériques) et que d'autres se sont

¹⁸ *Ibid.*, pp.18-19.

¹⁹ Tel que nous l'apprend l'article de Janet Habel.

²⁰ Adams J., Lisa., *loc. cit.*

²¹ Tom Barry, *Low Intensity Conflict: The New Battlefield in Central America*, Albuquerque, The Inter-Hemispheric Education Resource Center, 1986, p.6.

ajoutées tel que le *Center for Hemispheric Defense Studies*, ouvert en 1997. D'autre part, cela expliquerait que l'on assiste à une militarisation de la politique étrangère des États-Unis en l'Amérique latine depuis Clinton, une politique axée sur la défense interne et ce de façon des plus alarmante depuis 1999.

En effet, doté d'un budget de plus de 100 millions de dollars et comptant plus de personnel travaillant sur les questions touchant l'Amérique latine que les départements d'État, du Commerce, du Trésor ou de l'Agriculture réunis, le Southcom qui relève du Pentagone impose de plus en plus son agenda, la militarisation de la région. Il pousse fortement les militaires de la région à entreprendre un rôle dans les affaires internes, comme en témoigne le dernier exercice conjoint mené le 8 octobre en Argentine dans les provinces de San Luis et Mendoza. L'opération nommée *Aguila III*, sous commandement du Southcom, à laquelle prirent part quelques 1200 soldats étatsuniens et argentins en plus d'observateurs du Brésil, du Chili, du Paraguay, de l'Uruguay et de la Bolivie, avait pour objectif la répression d'un mouvement d'insurgés²². Ceci n'est pas sans rappeler le passé pas si lointain de la guerre froide. D'autant plus que James Hill, le commandant général du Southcom, durant ses nombreuses visites aux civiles et militaires de la région, a fait des pressions pour que les lois et les constitutions des pays du sous-continent soient modifiées afin que les restrictions à l'implication des forces armées dans le maintien de l'ordre public soient levées.

²² Burch, Sally. «Le contrôle de l'eau en toile de fond. Les exercices militaires «Aguila III»». *ALAI-AMLATINA*, 24 septembre 2003.